

© L'Hebdo; 12.08.2010; Seite 44

Faksimile

JUIFS EN SUISSE

Une communauté écartelée

Juifs en Suisse

YVES STEINER

La plupart des communautés israélites de Suisse déclinent et leurs membres habitent désormais les grands centres urbains de Genève et de Zurich. Une érosion qui n'empêche pas des divisions entre Séfarades et Ashkénazes ou libéraux et traditionalistes.

Radiographie.

«Si certains ont été blessés par mes mots, je m'en excuse.» Ces paroles, Christophe Darbellay, président du Parti démocrate-chrétien, les a prononcées lors d'un débat public organisé par la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI), la faïtière des juifs traditionalistes. C'était le 13 mai 2010. Fin 2009, le politicien avait en effet remis en cause l'octroi de cimetières aux minorités religieuses. «La sortie de M. Darbellay nous a étonnés. Surtout venant d'un parti comme le sien, habituellement tourné vers le respect des croyances et des libertés», dit poliment Sabine Simkhovitch-Dreyfus, vice-présidente de la FSCI. Mais chez d'autres Juifs suisses, la «sortie» du dirigeant démocrate-chrétien fait toujours hocher les têtes. En signe de désapprobation.

A l'évidence, Christophe Darbellay et sa façon de faire de la politique tel un slalomeur ne sont pas seuls en question. «Depuis deux ans, indique Sabine Simkhovitch-Dreyfus, la situation des libertés religieuses nous préoccupe beaucoup. Il y a eu l'initiative antiminarets, puis la remise en cause des cimetières ou celle de la circoncision par les écologistes. A gauche, comme à droite, il existe une tendance à vouloir faire de la religion un danger et, donc, d'en limiter son exercice. Nous le déplorons. Notre expérience montre que l'on peut très bien être un juif pratiquant et un bon Suisse», conclut cette avocate, également vice-présidente de la Commission fédérale contre le racisme.

La très grande majorité des Juifs suisses sont intégrés à ce pays dont la Constitution fédérale bannit l'abattage rituel, ce qui contraint les israélites pratiquants à importer la viande casher au prix fort. Une interdiction, rappelons-le, imposée après l'approbation de la première initiative populaire par le peuple suisse le 20 août 1893 et lancée sur fond d'antisémitisme. Mais, au reste, les communautés juives de Suisse jouissent d'une reconnaissance officielle. En 1973, Bâle fut la première à obtenir un statut équivalent aux Eglises, financement public inclus. Un statut presque similaire acquis par les israélites vaudois en 2007.

Les Suisses marquent aussi de l'intérêt pour leurs compatriotes juifs, leur histoire et leur culture. Gardien du cimetière juif de Veyrier et historien de cœur, Jean Plançon se passionne pour la communauté du bout du lac depuis quinze ans. «Le premier volume de mon histoire des Juifs de Genève s'est surtout écoulé auprès de non-Juifs», avoue celui qui publiera bientôt un deuxième tome. L'énorme succès du Melnitz de Charles Lewinsky, confirme cet intérêt des deux côtés de la Sarine.

Mais alors qui sont ces Juifs? Doit-on craindre comme s'en attriste Roger Reiss, écrivain juif zurichois installé à Genève, que «je vis le crépuscule, l'effritement d'une identité juive telle que je l'ai vécue»? Qu'est-ce qui a changé dans ces communautés? Et que dire de leurs divisions? L'Hebdo y répond.

01

Une présence juive stagnante, des communautés qui se meurent

Combien de Juifs résident en Suisse? Difficile de répondre avec précision, car les statisticiens fédéraux ne publient plus de chiffres depuis le recensement de l'an 2000. Et les communautés juives restent peu au clair sur le sujet. Au mieux, il existe des données en nombre de familles, parfois en termes de membres. Raison du flou? Entre autres, la concurrence que se livrent, comme à Genève ou à Zurich, les communautés israélites traditionaliste et libérale et sur laquelle nous reviendrons. Il arrive en effet que des Juifs passent de l'une à l'autre, ou cotisent aux deux, ou encore papillonnent. Ainsi, pas facile de tenir les registres à jour.

Chose certaine, et contrairement aux élucubrations du café du commerce, la présence juive est faible. En 2000, date de l'ultime décompte fédéral, on notait 17 914 individus de confession juive (0,25% de la population, contre 0,5%, en 1910). Les Juifs, détenteurs du passeport à croix blanche, n'étaient, eux, que 13 138 (0,23%).

En 1970, les Juifs avaient passé la barre des 20 000 âmes. Or, en trente ans, les israélites de Suisse ont vu fondre leur nombre d'environ 2800 personnes, l'équivalent de 15%. Malgré un léger mieux à la fin des années 1990, la tendance semble être depuis à la stagnation.

Rien n'indique que la tendance va s'inverser. Pour la FSCI, la faitière traditionaliste, il est acquis que la jeunesse se montre de plus en plus indifférente au judaïsme, tandis que les communautés vieillissent. Et la hausse des mariages mixtes inquiète. Sans compter l'aliyah, le retour vers Israël, bien que cela ne concerne qu'une poignée de familles et d'individus par an. En Suisse, le peuple marqué par la Shoah se dépeuple.

Au nord du pays, la communauté israélite de Bâle illustre cette lente érosion. En 1910, les Juifs bâlois représentaient 1,8% des résidents cantonaux, contre 0,7% de nos jours. Mais la chute est aussi symbolique. Au début du XXe siècle, la cité rhénane était la deuxième ville juive du pays, derrière Zurich.

Bâle, c'est la ville où Theodor Herzl appela au premier congrès sioniste en 1897. Un homme qui écrivit: «Si je devais résumer le congrès en un mot: à Bâle, j'ai fondé l'Etat juif.» Sept autres réunions suivirent au bord du Rhin jusqu'à la création de l'Etat d'Israël en 1948, ce projet sioniste relancé à la fin du XIXe siècle, à Bâle justement.

Actuellement, la communauté bâloise décline. De 2004 à 2009, elle a perdu une centaine de membres pour n'en compter plus qu'un millier. Au classement, Zurich reste en tête, mais Genève et Vaud devancent la région bâloise. En 2000, les cantons de l'arc lémanique dépassaient même légèrement Zurich (37% contre 36% des personnes de confession juive en Suisse).

Mais qu'en est-il de nos jours? «On ne dispose que d'impressions. Le constat dominant est que Genève progresse un peu, alors que Zurich et Bâle stagnent ou régressent», affirme Jean Plançon. Ses intuitions, il les cultive grâce à son activité de gardien de cimetière qui lui permettent de rencontrer beaucoup de Juifs genevois, de toutes tendances et origines.

Auprès de la FSCI, on corrobore ces impressions démographiques. «Il est juste que l'on assiste à une concentration de la population juive dans les grandes villes de Suisse, à Zurich et à Genève. D'autres de nos communautés stagnent, voire disparaissent. En Suisse romande, cela a été le cas à Delémont, à Yverdon et, plus récemment, à Montreux-Vevay», explique Sabine Simkhovitch-Dreyfus.

02

Des ombres sur la vie courante, religieuse et communautaire

Ce qui ne va pas sans problème au moment d'intégrer les membres d'une communauté défunte vers une plus grande entité. A coup sûr, l'écartèlement géographique induit un détachement progressif de la communauté. Mais d'autres tracasseries hantent les esprits des représentants du judaïsme suisse.

Les mariages entre Juifs par exemple. En moyenne annuelle, ceux-ci sont passés de 250 à 125 depuis les années 1960. «Pour rencontrer un partenaire, il est vrai que la Suisse juive n'a plus la masse critique. A moins de se déplacer. Ce que font certains, mais ils ne reviennent parfois pas», note Sabine Simkhovitch-Dreyfus. Et ici, l'internet a des avantages avec un site tel JDate.com réservé aux singles de confession juive. Un réseau qui permet de se profiler selon son degré de religiosité, mais démultiplie aussi les chances de rencontres hors des frontières suisses.

Et la pratique religieuse? «Les Juifs de Suisse ne se définissent plus uniquement par rapport à la religion, mais elle demeure une de leurs racines. La majorité d'entre eux sont peu pratiquants et entretiennent un rapport irrégulier avec leur religion. Ils se manifestent notamment aux mariages, aux enterrements et aux célébrations importantes. Cette situation reflète un climat plus général: à l'instar d'autres religions, le judaïsme assiste à un recul de ses fidèles», dit Sabine Simkhovitch-Dreyfus. Membre de la communauté vaudoise, la CILV (traditionaliste), Laurent Schwed décrit ce phénomène par une expression: «Le Juif des trois fêtes», qu'il énumère: «Roch Hachana, Yom Kippour et Pessa'h.» (Voir glossaire ci-dessous). Pas de quoi remplir la synagogue lausannoise qui fêtera d'ailleurs son centenaire en novembre 2010. A Genève, à peine 200 fidèles se rendent à l'office du shabbat dans les trois synagogues traditionalistes que compte la ville.

Le recul des fidèles dans les communautés traditionnelles affecte la pratique religieuse. Il y a la difficulté de trouver et de financer un poste de rabbin. A La Chaux-de-Fonds, la communauté israélite et sa petite centaine de membres ont fait preuve d'astuce face à un autre problème en «organisant un tournoi», raconte Marc Alain Bloch, pour assurer la présence de dix hommes dans la synagogue. Car sans ce quorum, impossible de lire la Torah. A la communauté de Lausanne où il est possible chaque jour de manger casher, «on trouve parfois plus de personnes en cuisine que dans la salle du repas», ironise l'un de ses membres. De Genève à Zurich, à Lausanne ou à Bâle, les petites histoires de magasins, boucheries et autres restaurants casher qui ferment, qui ouvrent, bref qui vivent, sont légion. En Suisse romande, bien des juifs respectueux de la casherout font ainsi l'aller-retour vers Annemasse où des boucheries casher contribuent à remplir frigos et congélateurs à moindre coût. «Il est assez amusant de noter que le restaurant japonais, et casher, Le Ketori, marche plutôt bien!» glisse Jean Plançon.

Ces difficultés ne réjouissent pas la vice-présidente de la FSCI, Sabine Simkhovitch-Dreyfus: «La question de la revitalisation de la communauté juive se pose avec insistance. Nous devons offrir à nos membres d'autres choses que la croyance et la foi. Sans pourtant tomber dans le communautarisme.» Un souci partagé par Roger Chartiel, président de la Communauté israélite de Genève (CIG). «Mon mandat vient de débuter et je veux écouter, comprendre et retenir nos membres. Surtout les jeunes, c'est ma priorité», explique cet architecte à la retraite.

03

Poussée libérale, divisions dogmatiques et identitaires

«Retenir nos membres.» Voilà ce qui préoccupe les traditionalistes de la CIG et des Vaudois de la CILV en passant par les quinze autres communautés israélites aussi membres de la FSCI. C'est l'inverse pour des mouvements ultra-orthodoxes - les Loubavitch du Habad à Genève et à Zurich ou du Machsike Hadass à Genève - dont les effectifs de quelques centaines de

personnes «augmentent marginalement» estime Jean Plançon. «Retenir des membres», ce n'est pas non plus un souci pour le judaïsme libéral dont les centres se situent à Genève et à Zurich depuis les années 1970 et qui, au plan national, ont fondé une Plateforme en 2003.

Dans la Cité de Calvin, jusqu'en mars passé, c'était le manque d'espace pour recevoir de nouveaux fidèles qui préoccupait la Communauté israélite libérale (GIL). «Nos membres sont passés de 500 à plus de 1500 en quinze ans, nous étions à l'étroit», se félicitait alors Jean-Marc Brunschwig, président de la GIL, lors de l'inauguration de la nouvelle synagogue libérale des Eaux-Vives. Une réalisation qui constitue une première depuis l'ouverture de Hekhal Haness, une synagogue bâtie en 1972 avec l'argent de l'homme d'affaires Nassim Gaon, et victime d'un incendie criminel il y a trois ans.

«Emotionnellement et intellectuellement, nous répondons à un besoin. Des juifs ne trouvent plus, dans le judaïsme traditionnel, la proximité et l'ouverture qu'ils souhaitent», explique François Garaï, rabbin libéral à Genève depuis 1968. Les traditionalistes estiment que Dieu révéla à Moïse la Torah et que ces textes ne souffrent d'aucune évolution possible. A l'inverse, dépositaires d'un judaïsme progressiste, les libéraux jugent que la révélation se poursuit et qu'une partie plus ou moins importante de celle-ci est influencée par le contexte extérieur.

Selon François Garaï, «le judaïsme libéral estime que toutes les questions peuvent être posées et que la réponse ne tient pas en un: "Parce que c'est ainsi."» Y compris sur les couples mixtes, l'homosexualité ou les conversions. Ainsi, la place des femmes diffère entre traditionalistes et libéraux. Chez les premiers, elles sont séparées des hommes, tandis qu'on se mélange chez les libéraux. Et chez les mêmes, l'égalité entre sexes autorise aussi les femmes à lire la Torah.

«En tant que juif traditionaliste venu d'Afrique du Nord, une femme qui lit la Torah me gêne», glisse Roger Chartiel. Pour autant, le président de la CIG se rend parfois à la synagogue libérale, comme à son inauguration. «Cela me coûte car on m'a critiqué, mais mon esprit de tolérance dicte cette conduite.»

A ces divisions s'ajoute finalement une dimension démographique et identitaire (voir infographie). «A Genève, les Juifs d'origine ashkénaze, arrivés à partir du XIXe siècle, se sont assimilés et le rapport à la religion se trouve plus distant. Au contraire, les Séfarades arrivés dès les années 1950 restent très attachés à leurs rites et augmentent, car ils font plus d'enfants», remarque Jean Plançon, ce gardien des corps et de la mémoire des Juifs genevois.

En deux générations, la part des Ashkénazes et des Séfarades s'est inversée à la CIG. Majoritaires dans son comité, les Séfarades représentent plus des deux tiers des membres de la communauté traditionnelle, contre la moitié chez les libéraux. Et on ne soupçonne pas les tensions qui parfois existent.

«Un jour, dans une réunion de la CIG, un Séfarade a dit de moi que, en raison de mes origines ashkénazes, j'étais un faux juif», se souvient Philippe Nordmann, ancien président de Maus Frères. Voilà, raconte encore ce discret philanthrope et collectionneur d'art, «ce qui m'a conduit à faire partie des fondateurs de la communauté libérale de Genève». Sa fille d'ailleurs sera la première fille à faire sa bat mitsvah à la GIL. Pour autant, cet homme n'a pas coupé les ponts avec la CIG. Son nom figure parmi les donateurs qui ont financé le nouveau centre communautaire au 21 de l'avenue Dumas et son frère, Gérard, a donné son nom à la bibliothèque, logée au premier étage de ce centre.

04

Des institutions séparées, des causes communes et des non-dits

Aujourd'hui divisées, les communautés traditionalistes, sous la bannière de la FSCI, et la

Plateforme libérale ont bien tenté de s'unir voici quelques années. Sans succès, les composantes orthodoxes de la FSCI ayant menacé de faire scission. Président des étudiants juifs suisses et membre des libéraux-radicaux vaudois, Raphaël Lévy critique cette division: «Je suis en faveur d'une fusion, car s'entre-déchirer n'est pas un idéal. L'union fait évidemment la force.»

Côté libéral, on incline à penser que les choses doivent se régler à la FSCI. Et, dans la réalité pratique, sur des questions non religieuses, la Fédération et les libéraux collaborent de près. «Lorsque nous rencontrons des conseillers fédéraux ou des chefs de partis politiques, nous le faisons de manière concertée, note Sabine Simkhovitch-Dreyfus de la FSCI. Politiquement, nous prenons souvent position ensemble.» En 2009, ce fut le cas à plusieurs reprises: après le discours antisémite du président iranien Mahmoud Ahmadinejad aux Nations Unies, contre l'initiative antiminarets, ou suite à la «sortie» de Christophe Darbellay.

En Suisse romande, les communautés genevoises et vaudoise, traditionalistes et libérale, œuvrent aussi de concert dans la Cicad (Coordination intercommunautaire contre l'antisémitisme et la diffamation) dont l'un des buts est la lutte contre toutes les formes d'antisémitisme. Et toutes concèdent que la situation à cet égard est incomparable avec, par exemple, celle de la France. «Mais il y a tout de même des indications qui montrent que, sur l'internet ou dans les publications traditionnelles, l'antisémitisme reste bien présent dans les courriers de lecteurs ou sur les blogs où l'on se lâche facilement», s'inquiète Sabine Simkhovitch-Dreyfus.

Enfin, il y a un autre domaine sur lequel traditionalistes et libéraux se retrouvent. Dès que les médias évoquent la question d'Israël, la FSCI et la Plateforme libérale s'abstiennent d'émettre un avis sur la politique de l'Etat hébreu. Par crainte peut-être de se montrer divisées. En Suisse comme en Israël, la conduite de la politique menée par Jérusalem divise bien évidemment. Sauf qu'ici, ces divergences d'opinion sont tuées, à plus forte raison chez les dirigeants juifs locaux.

A ce titre, l'exemple récent du «JCall» est éloquent. Le 3 mai 2010, des personnalités juives d'Europe revendiquant leur lien indéfectible à Israël signaient cet «appel à la raison». En substance, écrivaient-elles, «l'occupation et la poursuite ininterrompue des implantations en Cisjordanie et dans les quartiers arabes de Jérusalem-Est (...) sont une erreur politique et une faute morale». Elie Barnavi, Elie Chouraqui ou Daniel Cohn-Bendit étaient parmi les premiers signataires. Mais aussi l'ancienne conseillère fédérale, Ruth Dreifuss, ou le président du Centre d'études juives à l'Université de Genève, Jean Halpérin.

Dans les couloirs de l'Assemblée de la FSCI à Genève en mai passé, difficile d'aborder les questions que soulève ce JCall autrement qu'anonymement. Le spectre des réponses fut large, mais la plupart des participants marquaient un embarras lourd à l'égard d'une initiative venant des propres rangs des Juifs européens. Et au final, les débats n'ont pas évoqué cet «appel à la raison». Faire mine de ne pas être affecté par cette question en appelle une autre: pour combien de temps encore?

La Suisse et les Juifs, de Jacques Picard. Editions d'en bas, 2000. Histoire de la communauté juive de Carouge et de Genève, de Jean Plançon. Slatkine, tome 1, 2008; tome 2, cet automne. Nicht immer leicht, a Jid zu sein, de Roger Reiss. Chronos, 2010.

15 MARS 2010

Les juifs libéraux de Genève inaugurent leur nouvelle synagogue dans le quartier des Eaux-Vives avec un cor des Alpes en guise de «chofar», la rituelle corne de bélier marquant les grands événements. Un symbole puissant d'intégration.

SEPT ÉTAPES D'UNE LONGUE HISTOIRE

1750

Cimetières juifs d'Endingen et Lengnau, en Argovie. Au XVIIIe siècle, les israélites de Suisse ne peuvent résider que dans ces deux villages.

1893

La première initiative populaire soumise aux Suisses mélange protection des animaux et antisémitisme. Depuis, l'abattage rituel est interdit.

1903

Discours d'ouverture de Theodor Herzl du VIe Congrès sioniste à Bâle. Dès 1897, la cité rhénane devient un lieu de réunion des sionistes.

1934

Les mouvements frontistes déversent leur haine des Juifs et accusent les grands magasins de leur appartenir.

1938

Sollicité par Berne, Berlin appose un tampon «J» sur les passeports des Juifs allemands et autrichiens.

1968

Réunion de la Fédération suisse des communautés israélites (FSCI). Fondée en 1904, elle représente la branche traditionnelle du judaïsme.

1999

D'origine juive, la conseillère fédérale socialiste Ruth Dreifuss accède à la présidence de la Confédération.

«À LA COMMUNAUTÉ DE LAUSANNE, ON TROUVE PARFOIS PLUS DE PERSONNES EN CUISINE QUE DANS LA SALLE DE REPAS.»

Un membre de la communauté israélite vaudoise

«LA PRÉSENCE ISRAÉLITE DE GENÈVE PROGRESSE UN PEU, ALORS QUE CELLES DE ZURICH ET DE BÂLE STAGNENT OU RÉGRESSENT.»

Jean Plançon, gardien du cimetière juif de Genève et historien

«POUR RENCONTRER UN PARTENAIRE, IL EST VRAI QUE LA SUISSE JUIVE N'A PLUS LA MASSE CRITIQUE.»

Sabine Simkhovitch-Dreyfus, vice-présidente de la FSCI

«DES JUIFS NE TROUVENT PLUS DANS LE JUDAÏSME TRADITIONNEL LA PROXIMITÉ ET L'OUVERTURE QU'ILS SOUHAITENT.»

François Garaï, rabbin libéral de Genève

«UN JOUR, UN SÉFARADE A DIT DE MOI, QU'EN RAISON DE MES ORIGINES ASHKÉNAZES, J'ÉTAIS UN FAUX JUIF.»

Philippe Nordmann, philanthrope et collectionneur d'art

GLOSSAIRE

Ashkénaze.

Désigne les Juifs originaires des terres d'outre-Rhin jusqu'en Europe centrale et orientale. Historiquement, leur langue est le yiddish, un dérivé d'allemand qui emprunte à l'hébreu et au vocabulaire slave.

Bar-mitsvah.

Entrée dans la majorité religieuse pour le garçon, âgé en principe de 13 ans. Pour les jeunes filles, celle-ci s'effectue un an plus tôt. Il s'agit de la Bat-mitsvah.

Pessa'h.

Célébration du Passage ou de la Pâque juive. On y commémore la sortie d'Egypte, la naissance d'Israël et la fin de l'asservissement de l'homme par l'homme. Et le début de l'année agricole.

Roch Hachana.

Le nouvel an du calendrier hébraïque. Le prochain aura lieu entre le 8 et le 10 septembre 2010 et marquera l'entrée en l'an 5771.

Shabbat.

Le jour du repos. Celui-ci commence le vendredi avant le coucher du soleil et se termine le lendemain après la sortie des étoiles. Durant cette période, le fidèle ne peut exercer toute une série d'activités.

Séfarade.

Terme hébreu désignant à l'origine l'Espagne puis les Juifs s'y étant installés et leur liturgie, contraints de fuir en 1492 pour le bassin méditerranéen. Aujourd'hui, il s'applique essentiellement aux populations juives revenues d'Afrique du Nord.

Yom Kippour.

Ou Jour du Grand Pardon. Célébration juive, la plus importante et la plus solennelle, précédée par Roch Hachana. En 2010, Yom Kippour aura lieu le 18 septembre.

Les vagues d'immigration juives en Suisse

1. JUSQU'AU DÉBUT DU XXe SIÈCLE

Au Moyen Age, des communautés juives existent en Suisse. Accusées de propager la peste, la population les anéantit. Quelques-unes d'entre elles en réchappent et s'établissent le long de la vallée du Rhin ou dans la région bâloise. Ce n'est qu'après 1874 qu'une première immigration importante de Juifs arrive en Suisse. Ces familles ashkénazes proviennent du Jura français, d'Alsace et du sud de l'Allemagne.

2. ENTRE 1900 ET 1920

Les communautés juives en Suisse s'élargissent avec l'arrivée de migrants d'Europe orientale (Pologne, Ukraine, Russie) et importent leurs coutumes. Les révolutions russes de 1905 et de 1917 amènent aussi des étudiants, puis des familles juives dans des villes comme Bâle, Zurich et Genève. De rares familles séfarades venues des Balkans, de Turquie ou de Grèce arrivent aussi en Suisse.

3. DURANT L'ENTRE-DEUX-GUERRES

La montée du nazisme en Allemagne, puis l'annexion de l'Autriche en 1937 poussent des Juifs de ces pays à trouver refuge en Suisse. La communauté juive de Suisse accueille et aide matériellement plus de 30 000 coreligionnaires. Des milliers d'autres sont refoulés vers les camps de concentration par les autorités fédérales.

4. DÈS 1960

Une nouvelle vague d'immigration juive apparaît en Suisse. Majoritairement d'origine séfarade, ces familles sont issues de Syrie, d'Égypte et du Maghreb (Maroc, Algérie et Tunisie). Et c'est presque exclusivement en Suisse romande que cette dernière vague de migrants juifs s'installe jusqu'à la fin des années 1970.

immigration à majorité ashkénaze

immigration à majorité séfarade

MARC ALAIN BLOCH

«Je suis un équilibriste»

Son arabica est aussi pur que ses origines ashkénazes. Né en 1950, Marc Alain Bloch, patron des cafés La Semeuse, vient d'une famille juive d'Europe de l'Est et d'Alsace, installée à La Chaux-de-Fonds depuis plus d'un siècle. Dans la cité horlogère, les Bloch fondèrent une boutique de denrées coloniales avant que ses parents n'en fassent ce symbole jaune de la torréfaction et du petit noir.

«Mon destin m'a rattrapé», blague Marc Alain Bloch. Car à l'origine, l'idée d'oeuvrer dans l'affaire familiale le motive peu. Après des études à Bâle, à Saint-Gall et à Vienne, le Neuchâtelois vit les années 70 comme un papillon. Écrivain public à Montréal, apprenti photographe à New York et, «dans son Katmandou», irrigateur dans un kibboutz en Israël. Il caresse aussi la carrière d'acteur. Mais de peur de tenir le rôle du «hallebardier de service», il accepte sa destinée des montagnes neuchâteloises. Dès 1982, le voici donc, presque malgré lui, là où toute la famille l'attendait: à la tête de l'entreprise. Marié à une catholique italienne, avec la bénédiction d'un rabbin libéral dans le hall du Théâtre de La Chaux-de-Fonds, Marc Alain Bloch parle avec fierté de «son parcours un peu chaotique et de son identité d'équilibriste profondément juive». Depuis une petite dizaine d'années, après la bar mitzvah de ces enfants, il suit avec plaisir les lectures en hébreu le samedi matin dans la centenaire synagogue de La Tchaux. Sa madeleine de Proust, en somme. Et Israël dans tout cela? «De nos jours, la propagande palestinienne est meilleure que celle d'Israël. Mon expérience est simple: à chaque débat d'actualité sur le sujet, il faut oser dire "je ne sais pas", même si je suis dévoré par l'envie de prendre parti.»

XAVIER VOIROL

ROGER ET ANNIE CHARTIEL

«Le devoir de donner»

En 1943, l'Algérie est française et la France est vichyste. Cette année-là, Roger Chartiel naît dans une famille d'artisans à Marnia, dernière ville algérienne avant la frontière et la marocaine Oujda. «Avec les miens, comme beaucoup de juifs séfarades de la région, nous vivions sur cette frontière. Quand en Algérie la situation se tendait, nous trouvions refuge au Maroc où le roi protégeait les juifs.» C'est à Oujda d'ailleurs qu'il fera ses études avant de franchir une frontière plus lointaine: celle de la Suisse, en 1962.

Comme des dizaines de jeunes séfarades algériens, marocains et tunisiens, Roger Chartiel vient à Genève pour étudier grâce à l'ORT, une organisation juive qui finance la formation à l'étranger. «L'ORT nous offrait l'assise matérielle et la Maison juive, à la rue Saint-Léger, la chaleur et l'accueil», se souvient l'homme aux trois idiomes: français, hébreu et arabe. Après ses études d'architecte, on le retrouve à la Ville de Genève où il reste quinze ans avant de se mettre à son compte jusqu'en 2010, date de son départ à la retraite. Et de sa dernière réalisation, la réfection du légendaire hôtel Richemond.

Depuis ce mois de juin, il préside la Communauté israélite de Genève, forte de 1500 familles. «Si je le fais, c'est parce que j'ai beaucoup reçu de la communauté en venant ici. J'ai le devoir et la possibilité de le réaliser», témoigne-t-il et hésite à dire que c'est là un quasi-job à temps plein.

Marié en 1975 à Annie, née Abiteboul, une juive séfarade du sud algérien rencontrée en France, Roger Chartiel a eu deux fils et quatre petitsenfants. Ces derniers sont nés d'un mariage avec une femme non juive: «Hélas», commence-t-il sa phrase. «Mais j'accepte le choix de mon propre fils, car mes parents et mon entourage m'ont enseigné l'esprit et la pratique de la tolérance.»

NICOLAS RIGHETTI

LA FAMILLE SCHWED

«J'étais le Suédois»

Laurent Schwed, c'est le canal Woody Allen du judaïsme: dérision et humour. Et quand on demande à ce Lausannois, né en 1968, de décrire comment s'est noué son arbre généalogique, il le résume d'un trait goguenard: «Tout est histoire de présentation.»

Pierre, son médecin de père né à Zurich, et sa mère Nelly, d'origine française longtemps active dans des associations juives? «Présentés.» Son frère cadet, Marc, qui s'est installé en Israël pour y achever sa licence d'histoire à Jérusalem et de guide? «Présenté à Iris, originaire de Roumanie, par un ami.» Pas très surprenant donc d'apprendre que lui-même a croisé le regard de sa femme, Limor, au mariage de son frère en Israël, qu'elle est une des bonnes amies d'Iris et depuis dix ans, sa belle-sœur.

Israélienne, Limor ne parlait pas français quand elle est venue en Suisse. Pas de quoi ébranler cette femme énergique qui a surmonté ce handicap en un temps record et décroché un diplôme en français de l'Université de Lausanne. «Pas mal pour la seule séfarade de la famille», blague notre homme plaisantant sur l'origine de son épouse. Car pour le reste, la famille Schwed puise ses racines ashkénazes entre l'Alsace, la Pologne et la Lituanie. Quant à son patronyme, il dérive de l'allemand et renvoie aux gens de Suède. «Petit, le rabbin m'appelait le Suédois pour venir lire la Torah», se souvient ce membre actif de la communauté du chef-lieu vaudois.

Ingénieur en génie chimique, devenu chef du Service de la culture de Renens avant de reprendre une boîte de sonorisation à Lausanne, Laurent Schwed touche à tout. Encarté chez les socialistes, il a aussi souvent pris la parole en faveur des requérants d'asile déboutés en terres vaudoises et préside, depuis avril passé, le Conseil oecuménique et interreligieux. Quand il ne court pas derrière une balle de hockey sur gazon ou sa fille de 5 ans, Noa.

BERTRAND COTTET STRATES